



Revue de presse



Lundi 11 avril 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Communiqué du Conseil des ministres

Une réunion du Conseil des ministres s'est tenue dimanche sous la présidence du président de la République, Chef suprême des forces armées, ministre de la défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune.

Voici le texte intégral du communiqué du Conseil:

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé, dimanche 10 avril 2022, une réunion du Conseil des ministres consacrée à la présentation d'un exposé sur la situation et les prévisions de production des céréales, la mise en œuvre du programme complémentaire au profit de la wilaya de Khenchela, au taux de suivi du projet de Phosphate, outre l'adoption de l'accord relatif à l'enseignement de la langue arabe dans les écoles primaires en France, en sus d'un projet de loi relatif aux relations de travail.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Président Tebboune: accorder une importance majeure au projet de production de phosphate intégré

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis l'accent, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres, sur l'impératif d'accorder une importance "majeure et

exceptionnelle" au projet de production de phosphate intégré, indique un communiqué du Conseil des ministres.



[Le Président Tebboune ordonne l'augmentation des pensions de retraite](#)

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres au cours de laquelle il a donné des instructions au Gouvernement pour augmenter les pensions de retraite au titre des années 2021-2022.

Il s'agit d'augmenter de 10% les pensions inférieures ou équivalent à 15 000DA, de 5% les pensions allant entre 15 000 DA à 20 000 DA, de 3% les pensions entre 20 000DA à 43 000D, outre l'augmentation de 2% des pensions de plus de 43 000 DA, selon le communiqué du Conseil des ministres.



[Chiffre du jour : Le Brent à 102,78 dollars](#)

Les cours du pétrole ont terminé en hausse, vendredi, après trois séances de repli consécutives, l'effet d'annonce de l'utilisation massive des réserves de plusieurs pays se dissipant. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin est monté de 2,18%, pour finir à 102,78 dollars.



[Amendement de la loi relative aux relations de travail : Permettre au salarié d'émerger dans le monde de l'entrepreneuriat](#)

Le gouvernement s'est penché sur un avant-projet de loi complétant la loi numéro 90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations de travail, en vue d'introduire un nouveau droit pour les travailleurs salariés, en leur permettant de bénéficier d'un congé d'une année pour la création d'entreprise. La réforme de la loi permettra une plus grande flexibilité : le salarié au sein d'une entreprise qui souhaite démarrer une carrière d'entrepreneur.



LE PREMIER MINISTRE ITALIEN À ALGER : Un accord gazier de 10 milliards de mètres cubes au menu

Le nouvel accord énergétique avec l'Italie renforcera globalement la place de l'Algérie en tant que pourvoyeur de gaz à l'Europe, son marché traditionnel. L'avantage du transport par

gazoduc est un atout non négligeable pour l'Algérie, face à la poussée des exportations de GNL destinées, via d'autres fournisseurs, aux pays du sud de l'Europe.

L'Algérie et l'Italie doivent sceller aujourd'hui un important accord gazier portant notamment sur la fourniture de près de 10 milliards de mètres cubes supplémentaires au pays du sud de l'Europe, qui cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement dans le sillage de la crise énergétique en Europe.

Les deux pays s'apprêtent ainsi à renforcer, à l'occasion de cette visite, une relation politique et économique qui a toujours été très intense, même au plus fort de la crise qu'a traversée l'Algérie durant la décennie noire. Le pays du sud de l'Europe ayant maintenu, malgré la sombre conjoncture des années 1990, ses entreprises et des relations sans faille avec notre pays. Sur le plan énergétique, la relation a toujours été soutenue, notamment grâce au gazoduc Transmed, mis en service en 1983 et qui a permis de fluidifier l'acheminement du gaz vers le sud de l'Europe et jusqu'en Slovénie, à partir de l'Algérie, dont les premiers contrats de vente de gaz ont été initiés en 1973. Le transméditerranéen a permis d'acheminer un total de 22 milliards mètres cubes de gaz en 2021, alors qu'en 1990, l'Italie avait reçu 10 milliards de mètres cubes. Le nouvel accord énergétique avec l'Italie renforcera globalement la place de l'Algérie en tant que pourvoyeur de gaz à l'Europe, son marché traditionnel.

L'avantage du transport par gazoduc est un atout non négligeable pour l'Algérie, face à la poussée des exportations de GNL destinées, via d'autres fournisseurs, aux pays du sud de l'Europe. En plus de sa facilité d'utilisation, le gaz transporté par gazoduc – contrats à long terme – est un meilleur marché par rapport au marché spot, mais aussi en comparaison avec les énormes coûts de transport et de regazéification indispensables pour le traitement du GNL transporté par bateau. De nouveaux investissements sont cependant nécessaires en Algérie pour booster la production de Sonatrach, et dégager un surplus important pour l'export vers de nombreux pays. L'Italie pourrait, dans ce contexte, garantir d'une part ses approvisionnements et jouer d'autre part le rôle de hub gazier important pour le reste de l'Europe.

INTENSIFICATION DE LA COOPÉRATION SONATRACH-ENI

L'accord qui sera signé aujourd'hui à l'occasion de la visite d'une forte délégation italienne menée par le Premier ministre, Mario Draghi, s'ajoutera à d'autres contrats en cours avec les entreprises italiennes. Il devrait permettre à l'Italie de recevoir, via le gazoduc Transmed, entre 30 et 31 milliards de mètres cubes de gaz dès cette année, contre 21 à 22 milliards de mètres cubes actuellement. Il est à savoir que l'Italie importe 27% de ses besoins d'Algérie à travers le gazoduc transméditerranéen. Selon l'ambassadeur d'Algérie à Rome, Abdelkrim Touahria, cité par la presse italienne, «l'Italie pourra compter sur des approvisionnements supplémentaires en gaz algérien au même prix, atteignant, et peut-être dépassant, 30 milliards de mètres cubes dans les mois à venir».

Selon le calendrier de la visite, le Premier ministre Draghi – qui sera accompagné des ministres des Affaires étrangères, Luigi Di Maio, de la Transition énergétique, Roberto Cingolani, et du président du groupe ENI – arrivera à 13h30 à Alger. Il rencontrera notamment le président Abdelmadjid Tebboune, en prélude à la cérémonie de signature entre les compagnies Sonatrach et ENI. Il s'agit d'un contrat important pour l'Italie, qui cherche à trouver diverses sources d'approvisionnement en gaz suite au conflit ukrainien. Le pays importe, selon les données officielles du gouvernement italien, environ 95% du gaz qu'il consomme, dont de 40% proviennent de Russie. «Je me rendrai demain avec le Premier

ministre, Mario Draghi, en Algérie pour signer un accord sur le gaz. Malheureusement, nous sommes en retard, car nous aurions dû nous diversifier beaucoup plus tôt, mais nous avons de nombreux partenaires et amis dans le monde», a notamment déclaré, hier, à la presse le ministre italien des Affaires étrangères, Luigi Di Maio. Lors d'une réunion de préparation tenue à Rome par les délégations algérienne et italienne, le ministre des Affaires étrangères, Luigi Di Maio, avait en outre expliqué que «l'Italie souhaite un accord stratégique avec l'Algérie pour intensifier le dialogue politique et renforcer davantage la coopération économique et énergétique, travailler ensemble pour la stabilité de la Méditerranée».

Au terme des travaux, auxquels ont participé une soixantaine d'experts, l'Italie et l'Algérie ont signé un document qui identifie les principaux domaines dans lesquels les deux pays mèneront des projets communs. L'accord gazier y figure en tête ainsi qu'une intensification de la coopération entre les groupes Sonatrach et ENI en matière d'énergies renouvelables. Le PDG d'ENI a fait part récemment de son «très vif intérêt à continuer à investir en Algérie, qui constitue un partenaire confiant et crédible, notamment dans l'amont pétrolier et les énergies renouvelables». Le voyage de Draghi en Algérie a été précédé, en novembre dernier, de la visite du chef de l'Etat italien, Sergio Mattarella, et du ministre des Affaires étrangères, Luigi Di Maio, accompagnés du PDG du groupe énergétique ENI, Claudio Descalzi. Il y a quelques jours, le Premier ministre italien a eu une conversation téléphonique avec le président Abdelmadjid Tebboune avant la visite d'une forte délégation du groupe énergétique italien ENI à Alger, mené par le PDG de la compagnie italienne



MALGRÉ UNE DEMANDE MONDIALE DE PÉTROLE IMPORTANTE : La production de l'OPEP+ en baisse

La production des signataires de l'accord a chuté de 190 000 b/j pour atteindre 38,06 millions de b/j au mois dernier, soit 1,48 million de b/j en dessous de l'objectif, rapporte Argus Mediaw.

L'offre sur le marché des pays membres de l'OPEP+ a chuté en mars dernier pour la première fois en 13 mois, et ce, du fait de la baisse des ventes russes. La production des signataires de l'accord a chuté de 190 000 b/j pour atteindre 38,06 millions de b/j au mois dernier, soit 1,48 million de b/j en dessous de l'objectif, rapporte Argus Media. «Il s'agit du premier recul de la production depuis février 2021, lorsque qu'elle a reculé de 770 000 b/j en raison d'une baisse supplémentaire de 1 million de b/j opérée par l'Arabie Saoudite», indique la même source. La majeure partie de la baisse durant le mois écoulé s'est concentrée au Nigeria, au Kazakstan et en Russie.

Dans le cas de la Russie, la baisse a été de l'ordre de 50 000 b/j au cours du premier mois de la guerre, et demeure loin des 330 000 b/j pour atteindre son objectif de 10,33 millions de b/j. «La production de ce mois pourrait chuter de 4 à 5% par rapport à mars», souligne Alexandre Novak, ministre russe de l'Energie. Malgré les sanctions occidentales, les exportations de brut russe n'ont pas été freinées. Les acheteurs à terme ont honoré les contrats convenus à l'avance et les raffineurs indiens sont intervenus afin de s'approvisionner au comptant à prix très réduit. «S'il y a du carburant disponible et à prix réduit, pourquoi ne devrais-je pas l'acheter ? J'en ai besoin pour mon peuple», avait déclaré, la semaine dernière, le ministre indien des Finances, Nirmala Sitharaman, en notant que son pays pourrait acheter plus de brut de Russie. Le Kazakstan, qui est un autre membre non OPEP de l'accord OPEP+, a affiché

également une réduction de sa production du fait des dégâts occasionnés par la tempête sur le terminal d'exportation CPC, forçant l'arrêt du champ de Tengiz fin mars dernier.

L'Arabie Saoudite, quant à elle, dont des installations d'Aramco ont été la cible d'attaques des Houthis le mois dernier, a signalé une chute du débit de la raffinerie Yasref de 400 000 b/j. Des analystes ont rapporté une forte baisse des exportations saoudiennes dépassant les 400 000 b/j. Quant à la production nigériane, les données d'Argus font état d'une chute de 100 000 b/j, soit une baisse de l'ordre de 310 000 b/j en dessous de son quota.

LES EXPORTATIONS DU SAHARA BLEND VERS L'EUROPE ONT AUGMENTÉ DE 5%

S'intéressant aux exportations du Sahara Blend algérien, Argus souligne qu'elles sont restées inchangées en mars par rapport au mois précédent. «La hausse de la demande européenne pour ce grade étant compensée par une baisse des cargaisons à destination de l'Asie-Pacifique», explique la même source. Les chargements de mélange saharien étaient de 389 000 le mois dernier, contre 390 000 b/j en février, selon ces mêmes données. Ceci, alors que les exportations ont atteint, en 2021, une moyenne de 375 000 b/j. «Des conditions météorologiques défavorables peuvent avoir entraîné des retards dans le calendrier de chargement de mars. Les ports d'Arzew – où sont chargées la plupart des cargaisons du mélange saharien – et de Béjaïa ont fermé pendant quelques jours le mois dernier en raison du mauvais temps», explique-t-on. Les ventes à destination du nord-ouest de l'Europe et de la Méditerranée ont augmenté de près de 5% sur le mois pour atteindre 304 000 b/j en mars dernier. «L'augmentation de la demande européenne a coïncidé avec une pénurie de qualités douces légères concurrentes.

La plupart des cargaisons de Siberian Light russes chargées en mars ont été annulées ou retardées, et les cargaisons Azeri light chargées de Supsa en mer Noire dans la seconde moitié du mois ont été annulées également en raison de problèmes de sécurité liés au conflit en Ukraine» indique Argus en précisant que l'appétit pour le Sahara Blend s'est maintenu malgré le relèvement de son prix par Sonatrach en mars dernier de 3,05 dollars/ bl. «L'augmentation des expéditions vers le nord-ouest de l'Europe et la Méditerranée a été marquée par un bond de 117% des chargements vers le Royaume-Uni à 105 000 b/j. Les ventes vers l'Espagne ont augmenté de 29% sur le mois pour atteindre 95 000 b/j, tandis que les expéditions vers l'Italie ont bondi de près de 108% à 70 000 b/j. Ceci, alors que les chargements vers la France ont chuté, pour le deuxième mois consécutif, de près de 45% à 34 000 b/j. Le Portugal et les Pays-Bas n'ont pas acheté de Sahara Blend en mars», précisent les mêmes données. Les exportations vers l'Asie-Pacifique ont affiché une baisse de 14% à 85 000 b/j.



COMMENTAIRE : Flambée mondiale des prix

Le monde entier assiste impuissant à l'envolée spectaculaire des prix des produits de consommation. Si la situation est particulièrement difficile en Afrique, l'Europe est également sous l'emprise de la plus dure inflation depuis une quarantaine d'années. Le cas le plus spectaculaire est observé en Turquie, où l'inflation vient d'atteindre un nouveau sommet à 61,14% sur un an. Même l'Allemagne n'a pas été épargnée par la flambée des matières premières, le taux d'inflation n'ayant jamais été aussi élevé depuis 40 ans ! Des vidéos montrant des étals de magasins vides, relayées sur les réseaux sociaux, sont à peine croyables

pour la première puissance économique européenne qu'est l'Allemagne. Selon la presse allemande, le prix de l'eau minérale a augmenté de 31% et celui des pâtes de 40%, et l'huile de tournesol 28% plus chère. Les ruptures de stock et la hausse des prix sont directement liées au conflit ukrainien, comme pour l'huile de tournesol dont les besoins sont couverts à plus de 50% par l'Ukraine.

De son côté, la presse ibérique fait état d'une inflation qui vient de battre tous les records depuis 1985 en Espagne : +9,8% sur un an, contre 5,1% en France et 7,5% de moyenne dans la zone euro, soit son plus haut niveau en 25 ans. Ce renchérissement des prix est généré par le conflit en Ukraine bien sûr, mais pas seulement. Cette inflation a relativement commencé bien avant la guerre en Ukraine, avec la revue relative à la hausse des prix des matières premières (pétrole, gaz, minéraux) qui sont revenus au même niveau qu'avant la pandémie de Covid-19, en raison d'un effet de rattrapage. Le conflit en Ukraine a fait accélérer cette flambée des prix des matières premières dans l'agriculture et l'industrie, à travers la planète. Les ruptures dans les chaînes d'approvisionnement sont observées aux quatre coins du monde. La hausse des prix sur les marchés internationaux rend inaccessibles certaines denrées alimentaires pour les plus pauvres. L'indice mensuel des prix des denrées alimentaires, publié le 8 avril par la FAO, a flambé de 12,6% pour atteindre 159,3 points en mars, soit la hausse la plus élevée depuis 32 ans. Le conflit a mis en évidence les interdépendances mondiales sur le plan agricole, tant au niveau des céréales que du gaz, indispensable à la composition des fertilisants azotés, intrants primordiaux utilisés dans l'agriculture.

La Russie et l'Ukraine comptent pour le tiers des exportations mondiales de blé, le cinquième pour le maïs et 13% pour l'huile végétale. La liste des pays qui interdisent ou limitent les exportations de produits agricoles, pour sécuriser leur propre approvisionnement, s'allonge.

Les chaînes d'approvisionnement sont désorganisées, amplifiant les effets déjà très durs de la pandémie de Covid-19 qui a plongé des milliards de personnes dans une grande précarité économique. Avec les chocs géopolitiques qui s'annoncent davantage complexes, les prix agricoles devraient rester élevés, mettent en garde les analystes qui appellent à des mesures concrètes qui doivent être prises par la communauté internationale pour répondre aux urgences humanitaires et garantir une souveraineté alimentaire aux pays qu'ils soient du Nord comme du Sud. Il faut tirer les leçons de cette crise, et des crises précédentes, en construisant des systèmes alimentaires plus justes et territorialisés. L'urgence est ainsi de sauvegarder les conditions de subsistance des pays vulnérables.



COMPENSATIONS DES SURCOÛTS, SOUTIENS POUR L'ACQUISITION DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES... DES FACILITÉS POUR L'ÉNERGIE PROPRE

Le Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération offre des facilités particulières, y compris financières, aux industriels comme aux particuliers. Un arrêté interministériel paru au Journal officiel n°21 explique les modalités de mise en œuvre de ce mécanisme. Ainsi, le Fonds apporte des financements aux industriels dans l'objectif d'améliorer l'efficacité énergétique des équipements et appareils de fabrication nationale, aux projets visant l'introduction et la diffusion des lampes performantes et des équipements et appareils électroménagers performants, la diffusion du chauffe-eau solaire

individuel et collectif, ainsi que la conversion des véhicules légers, industriels et bus au GPL/c, au GN/c et au dual fuel.

Il soutient également l'acquisition de véhicules électriques et des bornes de rechargement des véhicules électriques pour les particuliers. Les modalités de suivi et d'évaluation du Fonds ont été fixées par l'arrêté interministériel du 24 février 2022, publié au Journal officiel n° 22. Ce texte définit que le bénéficiaire des dotations destinées au financement des surcoûts induits par la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et/ou systèmes de cogénération est l'opérateur ayant conclu un contrat d'achat d'électricité avec un ou plusieurs producteurs. Ainsi, l'opérateur concerné peut introduire une demande pour l'octroi de la compensation, au titre des surcoûts induits par la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et/ou systèmes de cogénération.

Cette demande doit être adressée au ministre de la Transition énergétique, accompagnée d'une copie du contrat d'achat avec le producteur d'électricité. Selon cet arrêté, la liste des opérateurs retenus pour bénéficier de la compensation au titre des surcoûts est fixée par le ministre de la Transition énergétique. Pour les actions et projets, autres que ceux concernés par la compensation des surcoûts, le ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables fixe, par décision, les priorités, les conditions et les critères pour bénéficier des dotations du Fonds, aussi bien pour la production des énergies que pour les actions de maîtrise. La consistance physique des actions et projets pris en charge par le Fonds est publiée annuellement sur le site web du ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables.

Le Fonds prend, par ailleurs, en charge l'achat d'équipements destinés à la production d'électricité à partir des sources d'énergies renouvelables, les actions de renforcement de capacités liées aux énergies renouvelables et/ou aux systèmes de cogénération, ainsi que les études liées au développement et à la mise en œuvre des stratégies nationales de production de l'électricité de sources renouvelables ou des systèmes de cogénération. Le Fonds est alimenté par la redevance pétrolière (1%), du solde du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé Fonds national pour les énergies renouvelables et de la cogénération, arrêté au 31 décembre 2015, et du solde du compte d'affectation spéciale n° 302-065 intitulé Fonds national de l'environnement et du littoral, arrêté au 31 décembre 2020. Il reçoit également des subventions de l'État à travers les recettes de la taxe sur la consommation nationale d'énergie, des taxes sur les appareils énergivores, des amendes prévues dans le cadre de la loi relative à la maîtrise de l'énergie.



LES PRIX À LA CONSOMMATION EN CONSTANTE AUGMENTATION : Spirale inflationniste

Les biens alimentaires affichent une croissance de 0,8%, induite, essentiellement, par la variation des prix des produits agricoles frais. La hausse des prix ne connaît pas de répit. Au mois de février 2022 et par rapport au même mois de l'année 2021, l'évolution des prix à la consommation est de +9,2%. Le rythme d'inflation annuel (mars 2021 à février 2022/mars 2020 à février 2021) est de +7,9%. C'est ce qui ressort de l'indice des prix à la consommation du mois de février 2022 publié par l'**Office national des statistiques**.

Le document indique que l'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger enregistre une hausse de 0,6% en février 2022 par rapport au mois précédent, soit un taux légèrement supérieur à celui relevé au même mois de l'année écoulée (+0,4% en février 2021 par rapport à janvier 2021). Cette tendance, qui intervient pour le deuxième mois consécutif (respectivement +1,1% et +0,6%), résulte de l'évolution des prix de l'ensemble des catégories de produits.

“L'indice des prix des biens alimentaires enregistre une hausse de 0,8% en février 2022 par rapport au mois précédent qui s'est caractérisé par une variation plus élevée (+1,7%)”, fait remarquer l'ONS. Les produits agricoles frais inscrivent une croissance de 1,6%. En dehors de la viande de poulet et des fruits et légumes qui affichent des baisses respectives de 6,3%, 5,2% et 0,8%, le reste des produits se caractérise par des augmentations de prix plus ou moins importantes. La viande rouge a connu une augmentation de +0,5% et la pomme de terre de +27,7%. L'indice des biens alimentaires industriels accuse une relative stagnation. En février 2022 et par rapport à février 2021, la variation des prix des biens alimentaires est de +13,4%.

Les produits agricoles frais inscrivent une croissance de 11,5% avec +58,3% pour la pomme de terre. Pour la même période, les produits alimentaires industriels marquent un relèvement de 15,3% avec, notamment, +34,1% pour les huiles et graisses. Les produits manufacturés non alimentaires enregistrent un taux de +0,2% en février 2022 par rapport au mois écoulé.

Les services observent une variation de +0,8%. En février 2022 et par rapport au même mois de l'année précédente, l'évolution des prix des produits manufacturés est de +7,3%, celle des services de +3%. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation enregistre une hausse de 0,6% en février 2022 par rapport au mois précédent. Avec la flambée des cours des biens alimentaires sur le marché mondial et une accélération de l'inflation dans les pays partenaires, il était pratiquement certain que l'Algérie allait subir le contrechoc d'une inflation importée. Les prix mondiaux des produits alimentaires ont bondi en mars dernier et ont atteint leurs plus hauts niveaux jamais enregistrés, a indiqué, vendredi, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires a affiché une valeur moyenne de 159,3 points en mars, soit une hausse de 12,6% depuis février, mois au cours duquel il avait déjà atteint son plus haut niveau depuis sa création en 1990. L'Indice suit l'évolution mensuelle des prix internationaux d'un panier de produits alimentaires couramment échangés. En mars, l'Indice FAO des prix des céréales a enregistré une hausse de 17,1% par rapport à février, sous l'effet de fortes hausses des prix du blé et de toutes les céréales secondaires principalement dues au conflit en Ukraine. Les prix mondiaux du blé ont grimpé de 19,7% pendant le mois, des craintes concernant les conditions de culture aux États-Unis d'Amérique ayant accentué la hausse. L'Indice FAO des prix des huiles végétales a bondi de 23,2%, porté par la hausse des cours de l'huile de tournesol, dont le premier exportateur mondial est l'Ukraine.



3746 مليار.. تعويضات عالقة لضحايا حوادث السيارات

ينتظر ضحايا حوادث السيارات المسجلون سنة 2021، تعويضات بقيمة 3746 مليار سنتيم، تدفعها شركات التأمين المتعاقدين معها، في وقت تشهد هذه الشركات تراكم 1.5 مليون ملف لزيائنها في مختلف الشعب بقيمة 8800 مليار سنتيم نهاية السنة الماضية، ستكون ملزمة بتعويضها في الأجل القانونية، في حين يؤكد المجلس الوطني للتأمينات أن وقف نشاط مصانع التركيب وتجميد استيراد السيارات الجديدة وتلك المستعملة أقل من 3 سنوات أثر سلبا على رقم أعمال القطاع في منتج السيارات.



رئيس الجمهورية يأمر برفع أسعار الشراء للحبوب الجافة حسب مقترحات الحكومة

استمع رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، خلال ترأسه اجتماع مجلس الوزراء، اليوم الأحد، إلى عرض حول إنتاج الحبوب وتقديراته.

- وحسب بيان رئاسة الجمهورية الذي تضمن نتائج الاجتماع، فإنه تشجيعا للفلاحين أمر الرئيس تبون بـ:
- 1- رفع أسعار الشراء للحبوب الجافة حسب مقترحات الحكومة:
3000 دينار للفاصولياء والعدس
2000 دينار للحمص
 - 2- أكد على حصرية استيراد الحبوب للديوان المهني للحبوب.
 - 3- العمل على رفع نسبة إنتاج الهكتار الواحد من القمح إلى ما لا يقل عن 40 قنطارا من خلال تكثيف البحوث العلمية والفلاحية .

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'Algérie en tête de liste des pays africains en 2021

L'Algérie a été classée par l'Indice mondial de sécurité alimentaire (GFSI) en tête de liste des pays africains et à la 54^e place parmi 113 pays du globe en 2021, améliorant sensiblement son classement par rapport à 2019. Selon le site Economist Impact, qui a publié la dixième édition du classement des 113 pays de l'Indice mondial de sécurité alimentaire, l'Algérie vient en tête de classement des pays africains. Cette amélioration du classement de l'Algérie du GFSI 2021 est le résultat de son obtention d'une note globale de 63,9 points sur 100, soit 77,9 points pour l'accessibilité, 58 points pour la disponibilité et 62 points pour la qualité et la sécurité sanitaire des aliments et enfin 50,7 points pour les ressources naturelles et la résilience. Selon le même document, l'Algérie a enregistré une tendance haussière en matière de sécurité alimentaire depuis 2012, améliorant ainsi son classement de la 70^e place en 2019 à la 58^e en 2020, puis à la 54^e en 2021. Le GFSI (Global food safety initiative), développé par Economist Intelligence Unit avec le soutien de Cortiva Agriscience, mesure la sécurité alimentaire au niveau national à partir de critères sur la disponibilité, la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, les ressources naturelles et la résilience dans 113 pays à travers le monde. Les

dix premières places du classement mondial en matière de sécurité alimentaire pour l'année 2021 sont occupées successivement par l'Irlande, l'Autriche, le Royaume-Uni, la Finlande, la Suisse, les Pays-Bas, le Canada, le Japon, la France et les Etats-Unis.

TAUX DE CHANGE DES PRINCIPALES DEVISES

Le dinar accuse encore le pas

ces dernières semaines l'économie mondiale a connu beaucoup de bouleversements. En Algérie la monnaie nationale est déjà en souffrance depuis quelques années, mais cela s'est encore accentuée et accélérée ces dernières semaines. Depuis la réouverture partielle des frontières le dinar algérien ne fait plus le poids devant les principales devises, que ce soit au niveau de la Banque d'Algérie que sur le marché parallèle. Comment la situation du dinar algérien va-t-elle évoluer avec l'augmentation du nombre de vols mais aussi avec l'ouverture vers la Omra et le Hadj ?

A la Banque d'Algérie, le dinar algérien reste en souffrance devant les principales

devises. Pour le dimanche 10 avril 2022, l'euro stagnait, un euro est cédé au niveau des guichets de la Banque d'Algérie contre 155.77 dinars algériens à l'achat et contre 155.80 dinars algériens à la vente.

Le dollar américain s'échange contre 143.30 dinars algériens à l'achat et contre 143.32 dinars algériens à la vente. Le dollar canadien quant à lui s'échange contre 113.73 dinars algériens à l'achat et contre 113.78 dinars algériens à la vente, et enregistre une légère hausse ces derniers jours.

La livre sterling reste toujours aussi élevée. 1 pound s'échange à la Banque d'Algérie contre 186.74 dinars algériens à l'achat et contre 186.81 dinars algériens à la vente. Pour la même journée, un euro

s'échangeait, au Square Port Saïd, contre 212 dinars algériens à la vente et contre 214 dinars algériens à l'achat.

La valeur de la monnaie étasunienne reste stable ces derniers jours. Un dollar américain s'échange contre 196 dinars algériens à la vente et contre 193 dinars algériens à l'achat. Le dollar canadien s'échange quant à lui contre 147 dinars algériens à l'achat et contre 150 dinars algériens à la vente.

Enfin la livre sterling voit, elle aussi, sa valeur se stabiliser, ces derniers jours. Un pound est cédé par les cambistes contre 255 dinars algériens à la vente et contre 252 dinars algériens à l'achat.

R. N.

رئيس الجمهورية يأمر بإجراءات هامة في مجلس الوزراء

زيادات للمتقاعدين.. وبُشرى لموظفي ما قبل التشغيل

■ إدماج كل مستخدم ما قبل التشغيل في الترتيب قبل نهاية ماي ■ إعداد بطاقيه تحصى أصعاب ما قبل التشغيل تحضيراً لإدماجهم النهائي ■ استعجال توزيع بطاقات "الشفاء" للمتقاعدين من منح البطالة ■ رفع أسعار شراء الحبوب الجافة تشجيعاً للفلاحين.. ■ تكفل الدولة بزيادة هامش ربح مصانع الحليب والموزعين ■ رفع القيود عن 834 مشروع استثماري إضافي من أصل 915 محصى ■ عطلة غير مدفوعة الأجر لسنة قابلة للتجديد لمدة 6 أشهر لتأسيس شركة ■ التحضير لمشروع قانون خاص بالعمل النقابي ياتراً أكبر ■ التحضير لقوانين أساسية قطاعية لتجنيب التعقيدات المسيرة للقطاعات ■ خط سكة حديدية من تبسة إلى ميناء عنابة لإنجاح مشروع الفوسفات ■ تطوير ديوان المطبوعات المدرسية وترقية الطباعة والنشر بالبراي فوراً ■ الإسراع في تجسيد البرنامج التنموي لمواطني خنشلة



البراي في الدين والعلوم والرياضيات والقيزياء والأدب تلبية للمطالب وطنية ودولياً، مع الشروع في الطباعة عن طريق البراي، للقرآن الكريم والأحاديث النبوية ولموطأ الإمام مالك، وإقرار مبدأ المجانية في توفير الكتب الصادرة بالبراي في كل التخصصات.

- بخصوص عرض حول إنتاج الحبوب وتقديراته،

تشجيعاً للفلاحين، أمر السيد الرئيس برفع أسعار الشراء للحبوب الجافة حسب مقترحات الحكومة:

3000 دينار للفاصولياء والعدس و2000 دينار للحمص. وأكد على حصرية استيراد الحبوب للسيدان المهني للحبوب، مع العمل على رفع نسبة إنتاج الهكتار الواحد من القمح إلى ما لا يقل عن 40 قنطاراً من خلال تكثيف البحوث العلمية والفلاحية.

كما وجه الرئيس تبون الحكومة للاعتماد على أحدث الطرق للسقي والري الفلاحي المعاصر، خاصة ما يتعلق بمساحات زراعة الحبوب.

- فيما يخص توفير مادة الحليب المدعم،

أمر رئيس الجمهورية بأن تكفل الدولة بزيادة هامش ربح بواحد دينار في المتر الواحد من الحليب للمصانع ودينارين للموزعين.

وقبل اختتام الجلسة، صادق مجلس الوزراء على اتفاق تعليم اللغة العربية، في المدارس الابتدائية، بفرنسا، وعدد من القرارات الفردية المتعلقة بالتنمين وإنهاء المهام في وظائف عليا في الدولة.

وزارة الداخلية والتجاوب إيجابياً مع الاشتغالات التي تطرح في الميدان.

- بخصوص تقدم مشروع إنتاج الفوسفات المتكامل،

شدد الرئيس تبون على ضرورة إفراد أهمية بالغة واستثنائية بمتابعة دقيقة وميدانية لهذا المشروع الذي يستحق كل التسهيلات لتجسيده، باعتباره أحد

المشاريع العملاقة والمفصلية في القطاع المنجمي في تاريخ الجزائر.

يساهم في تنوع الاقتصاد الوطني، ويخلق ثروة جديدة، ويحث على الإسراع في تهيئة وإنجاز خط السكة الحديدية من تبسة إلى ميناء عنابة، للانطلاق

الفعلي في تجسيد هذا المشروع المهم مع شركائنا الصينيين.

- بخصوص قطاع الترتيبية الوطنية،

أمر رئيس الجمهورية بإدماج كل عقود ما قبل التشغيل في القطاع قبل نهاية ماي 2022. وتضمن السيد الرئيس

المجهودات المبدئية في مجال الكتابة بتقنية البراي وخاصة في مجال الكتاب الديني، وقام تكليف الحكومة باتخاذ

التدابير اللازمة لتطوير الديوان الوطني للمطبوعات المدرسية باعتباره أداة محورية لتلاقية الطباعة والنشر

بالبراي. كما حث على التوجه فوراً نحو ترقية الطباعة بالبراي مساعدة لفئة

المكتوفين وطنياً وعربياً وإفريقيين، وحتى دولياً، وأمر بإنشاء مطبعة وطنية من الديوان الوطني للمطبوعات

المدرسية تضع أسس لطباعة كتب

ترأس السيد عبد المجيد تبون، رئيس الجمهورية، القائد الأعلى للقوات المسلحة، وزير الدفاع الوطني، أمس، اجتماعاً لمجلس الوزراء لتناول عرضاً حول وضعية إنتاج الحبوب وتقديراته، وتنفيذ البرنامج التكميلي لولاية خنشلة، ومدى تقدم مشروع إنتاج الفوسفات، وكذا المصادقة على اتفاق تعليم اللغة العربية، في المدارس الابتدائية، بفرنسا، بالإضافة إلى مشروع قانون يتعلق بعلاقات العمل.

م. ب

يرغب في تأسيس شركة، تشجيعاً

لشباب في خلق ديتاميكية في القطاعات المنتجة. وأمر بالتحضير

لمشروع قانون خاص بالعمل النقابي بإتراء أكبر، لمحتواه من خلال التشاور

والنقاش مع المهنيين. وألح على أن يراعى مشروع القانون التمثيل الحقيقي

للتنقيات، والالتزام بترقية الجانب الاجتماعي والمهني للمعامل بعيداً عن

التزعات السياسية، التي أفرزت العمل النقابي من روحه الحقيقية. كما وجه

السيد الرئيس الحكومة بالتحضير لقوانين أساسية قطاعية، تجسداً

للتعقيدات التي تسببها القطاعات ضمن منظومة قانون الوظيف

العمومي. وأمر بالإسراع في توزيع بطاقات "الشفاء" للمتقاعدين من منح

البطالة، فضلاً عن إعداد بطاقيه نهائية تحصى أصعاب عقود ما قبل التشغيل

تحضيراً لإدماجهم النهائي في مناصبهم.

وأكد السيد الرئيس تعليماته للحكومة برفع منح المتقاعدين، بعنوان سنتي 2021 و2022 على النحو التالي:

زيادة 10 بالمائة في المنح الأقل من أو تساوي 15 ألف دينار

زيادة 5 بالمائة بالنسبة للمنح التي تتراوح قيمتها من 15 إلى 20 ألف دينار

زيادة 3 بالمائة بالنسبة للمنح التي تتراوح ما بين 20 و43 ألف دينار

زيادة 2 بالمائة للمنح الأكثر من 43 ألف دينار

- بخصوص وضعية البرنامج التكميلي للتنمية لولاية خنشلة،

شدد رئيس الجمهورية على أهمية الإسراع في تجسيد البرنامج التنموي

لمساعدة مواطني الولاية ومناجمته بالتفاصيل أسبوعياً، كما أمر

باستحداث آليات اتصال ومتابعة حيثة لتقديم مشاريع البرنامج، على مستوى

وحسب بيان مجلس الوزراء، فقد تم بعد افتتاح الجلسة من قبل السيد رئيس

الجمهورية، الاستماع لمرض الوزير الأول، عن حصيلة نشاط الحكومة في

الأسبوعين الأخيرين، كما قدم السيد وسيم الجمهورية، تقريره الدوري حول

تطور وضع المشاريع الاستثمارية العالقة، خلال الأسابيع الأخيرة، جاء

فيه ما يلي:

رفع القيود عن 834 مشروعاً استثمارياً إضافياً من أصل 915 مشروعاً محصى،

أي بزيادة 21 مشروعاً، مقارنة بالوضعية السابقة، ما يعني بقاء 8,85

بالمائة فقط من المشاريع العالقة قيد المعالجة.

- دخول 574 مشروعاً استثمارياً، حيز الاستغلال، بزيادة 20 مشروعاً إضافياً

جديداً عن الوضعية التي تم تقديمها خلال آخر مجلس للوزراء، والتي كانت

متوقفة عند 554 مشروعاً.

- سمح ذلك بخلق 869 منصب شغل جديداً، ما يرفع إجمالي المناصب

المستحددة، إلى 33171 منصبا على أن تبلغ 50993 منصبا بدخول كل المشاريع

التي رُفعت عنها القيود، حيز الاستغلال.

عقب العرض، أشاد رئيس الجمهورية بالتقدم المحرز في خلق مناصب الشغل

من خلال رفع العقبات البيروقراطية أمام المشاريع التنموية في الولايات،

معتبراً ذلك من الإنجازات الهامة مقارنة بظروف الاستثمار ووضعية

الاقتصاد الصعبة عالمياً، وشدد على ضرورة مضاعفة الجهود حتى آخر

مشروع.

- بخصوص مشروع القانون المتعلق بعلاقات العمل،

لمن الرئيس تبون التعديلات المتضمنة في مشروع القانون، خاصة ما تعلق بمنح عطلة غير مدفوعة الأجر لسنة كاملة

قابلة للتجديد لمدة 6 أشهر لكل من



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger